

Mouvement International
A.T.D. QUART MONDE

Forum Permanent :
EXTREME PAUVRETE ET EXCLUSION

107, avenue du Général Leclerc
95480 Pierrelaye - France

SEMINAIRE EXTREME PAUVRETE ET EXCLUSION EN AFRIQUE

Sous le patronage et la présidence d'honneur de
Monsieur Amadou HAMPATE BA

Principales résolutions et recommandations

Introduction

Dans le cadre de son Forum Permanent "Extrême Pauvreté et Exclusion", le Mouvement a organisé, du 19 au 22 mai 1981, un Séminaire restreint, concernant un certain nombre de pays africains. Le but de cette rencontre fut

- . de permettre aux participants d'Afrique de toucher du doigt, par des échanges avec les équipes A.T.D. Quart Monde en Europe et des visites sur le terrain, l'exclusion des plus pauvres qu'ont entraîné l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture dans les pays industriels,
- . de mettre en lumière certains faits ou dangers d'une exclusion similaire des plus pauvres dans des pays africains en développement,
- . ceci en donnant priorité à l'expérience et la réflexion des personnes sur le terrain ou directement responsables dans les Administrations locales ou nationales ou, encore, dans les O.N.G.,
- . et en favorisant le dialogue entre ces personnes, portant le poids le plus lourd de responsabilités directes envers les plus pauvres, et les représentants des grandes organisations intergouvernementales du système de l'ONU ainsi que de l'OUA.

Participèrent à cette rencontre les ressortissants de 13 pays d'Afrique, principalement franco-phones : hommes et femmes du terrain, responsables de programmes ou services nationaux, représentants de gouvernements et membres d'Ambassades, ainsi que quelques chercheurs scientifiques. Ils dialoguèrent avec les représentants de l'OUA, du Centre pour le Développement Social et des Affaires Humanitaires de l'ONU, de l'UNICEF, de l'UNESCO, du BIF, de la Banque Mondiale, de l'OMS, de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Centre International de l'Enfance.

A noter que le Séminaire avait été réalisé, avec l'aide des contributions matérielles et financières du Comité Catholique contre la faim et pour le développement, de la Banque Mondiale, de la Commission des Communautés Européennes. Sans ces contributions venant se joindre au financement de base du Mouvement ATD Quart Monde, il eût été impossible de réunir un nombre conséquent d'hommes et de femmes d'action, jamais encore entendus au niveau international.

o

o o

Ajoutons enfin que, conformément à la vocation du Mouvement, le Séminaire a été organisé dans une perspective de respect mutuel des cultures, des croyances, des idéologies et des régimes politiques, dans une perspective de paix et de confiance en tous les hommes. Comme dit Maître Amadou HAMPATE BA : "Le temps n'est plus à la conversion des uns par les autres, le temps est à la convergence."

Principales conclusions et recommandations

I. Une antenne permanente en Afrique

Bon nombre de personnes, partageant un même souci et des responsabilités concrètes similaires à l'égard de la situation des plus pauvres face au développement, ne s'étaient jamais rencontrées auparavant. Certaines ne savaient pas que d'autres, ailleurs dans le monde, se préoccupaient autant qu'elles-mêmes des groupes de population les plus totalement démunis.

Les participants demandent qu'une antenne de rencontre et d'échange du Forum Permanent du Mouvement soit créée en Afrique. Cette antenne doit leur permettre de demeurer des partenaires, poursuivant le respect des cultures et l'unité des hommes, en ce qu'ils ont de meilleur, autour des plus défavorisés.

II. Un développement mobilisant toutes les ressources humaines et privilégiant les plus pauvres

Le Séminaire a fait ressortir une préoccupation commune face à des types de développement qui détruisent des structures familiales et communautaires traditionnelles et méprisent des valeurs culturelles qui avaient, jusqu'ici, servi de protection contre l'exclusion des plus démunis. Un tel développement signifie à la fois l'abandon des plus pauvres et une rupture d'avec l'histoire des peuples d'Afrique, néfaste pour tous.

Retrouver l'essentiel des valeurs et des structures séculaires, accorder priorité aux plus pauvres, leur permettre de s'exprimer et de participer pleinement au développement, ne signifie pas freiner l'évolution et les progrès souhaitables. Cela peut insuffler, au contraire, à tout développement un idéal mobilisateur susceptible de décupler les énergies, en rendant aux populations la fierté de leurs racines culturelles et historiques. La participation des personnes et des familles à la base, se regroupant autour de celles qui ont le plus besoin de la fraternité, sera assurée d'avance.

Le Séminaire a souligné trois avantages particuliers d'une telle orientation du développement national :

- la possibilité de repartir sur le pied de l'autonomie nationale et locale, les communautés cherchant à mobiliser, avant tout, leurs ressources humaines et culturelles propres; cela peut signifier une situation tout à fait nouvelle à l'égard des pays et des peuples procurant un soutien international supplémentaire ; les pays recevant des aides y deviendraient plus concrètement les principaux agents et partenaires d'un développement original propre;
- un meilleur équilibre entre le développement rural d'une part et le développement industriel et urbain de l'autre ; les déséquilibres survenus à cet égard paraissent, à l'heure actuelle, les principaux facteurs d'appauvrissement et d'exclusion des groupes les plus vulnérables;

- la communauté internationale pourrait découvrir ce que les pays d'Afrique en développement ont à lui enseigner, au sujet d'une société où l'homme demeure maître du changement et le plus pauvre respecté et servi en particulier.

III.

Les participants ont parlé au nom de populations très pauvres qui possèdent un savoir mais que d'autres n'écoutent pas ; qui tiennent à des traditions que d'autres dédaignent ; qui ne reçoivent plus les moyens de connaître leur histoire, de maîtriser leur culture comme elles l'entendent et de les communiquer en les faisant valoir dans les communautés locales, nationales et internationales. Ils ont affirmé que le savoir des plus pauvres doit être reconnu et respecté, parce que, plus que tout autre savoir, il est source d'un développement qui refuse l'exclusion.

Les participants ont décidé de mettre en commun leurs efforts pour que les plus pauvres puissent être pleinement conscients et fiers de leurs racines, de leurs expériences de vie, des connaissances et des pensées qui en découlent ; pour qu'ils puissent s'organiser au nom de leurs convictions profondes et les faire valoir auprès de leurs concitoyens. Ils demandent que la communauté internationale considère, elle aussi, les groupes de populations les plus défavorisés comme les principaux experts en matière de pauvreté et d'exclusion. Ils demandent que ces groupes soient consultés et impliqués en premier, au sujet des politiques et des programmes à mettre en oeuvre pour y mettre fin.

IV. De nouveaux intermédiaires

Une quatrième conclusion va à la rencontre d'hommes et de femmes d'action sur le terrain. Pour ce qui concerne les Africains, c'est la première fois qu'ils ont été entendus, collectivement et publiquement, au niveau international. Ces personnes, capables de se ranger au côté des plus pauvres, de partager leur existence en leur consacrant leur vie, pour les aider à reprendre confiance en eux-mêmes et dans le monde, sont les nouveaux intermédiaires dont parle Maître Amadou HAMPATE BA.

Les participants se déclarent d'accord pour rechercher, ensemble, les moyens de susciter, de soutenir et d'aider à se former des intermédiaires engagés dans ce sens.

Ils demandent, aussi, que les communautés nationales et internationales reconnaissent l'expertise des hommes et des femmes engagés, ainsi, sur le terrain, au même titre que l'expertise de spécialistes abordant les problèmes du développement et de la pauvreté, de façon plus abstraite et plus lointaine, à travers des recherches universitaires à caractère scientifique.

V. Apprendre à abattre les obstacles entre "ceux qui aident et ceux qui sont aidés"

Dans le contexte de la conclusion précédente, le Séminaire a souligné l'urgence qu'il y a, à abattre toutes barrières culturelles pouvant exister entre les populations les plus pauvres et ceux qui viennent d'ailleurs pour les soutenir. La communication effective entre les uns et les autres est essentielle, si ces barrières doivent être éliminées.

Les participants recommandent, par conséquent,

- que la formation des travailleurs sociaux, culturels ou missionnaires pour l'Afrique inclut l'apprentissage des moyens et méthodes de se faire instruire par les plus pauvres, quant aux types d'aide les mieux adaptés à leur culture et leurs traditions ainsi qu'à leur environnement;
- que dans cette formation pour les hommes et les femmes d'action sus-mentionnés, un usage efficace soit fait de la connaissance et de l'expérience de sociologues, de travailleurs sociaux, de leaders religieux et de toutes autres personnalités nées de la terre africaine et, en particulier, de la région où ils seront appelés à s'implanter. (*)

Dans le cadre de la formation des responsables de l'action, il convient, en plus, de souligner que ceux-ci ne peuvent plus se contenter de servir le plus grand nombre de personnes ou de familles. Pour qu'un développement devienne effectivement celui de tous, il s'agit de savoir reconnaître les minorités les plus totalement exclues, de dialoguer avec elles et de soutenir leur entourage dans des projets qui les incluent réellement.

En outre, cette action ne peut être efficace que si elle se caractérise par le sérieux de sa programmation et de son évaluation et par l'engagement à long terme de ses responsables.

VI. Combattre l'exclusion suppose des mesures pratiques, permettant aux enfants et aux jeunes d'Afrique de renforcer leur identité culturelle

Le Séminaire, on l'a vu, a beaucoup souligné combien une identité culturelle forte et pleinement respectée constitue pour les personnes, les groupes et les peuples un droit et un besoin de premier ordre. La communication d'égal à égal et la paix entre les hommes sont au prix de ce respect. Beaucoup peut et doit être fait à ce sujet, pour les enfants et les jeunes. C'est dans les jeunes

(*) La version originale de la recommandation proposée par le Représentante de la Délégation Permanente du Nigéria auprès de l'UNESCO se trouve, in extenso, dans le compte-rendu du Séminaire.

années que se forme une personnalité soucieuse des valeurs culturelles de son peuple et, particulièrement, de la fraternité due aux plus pauvres. C'est dans les jeunes années, aussi, que se joue la personnalité des plus pauvres eux-mêmes.

Dans cette perspective, le Séminaire souligne la nécessité de combler l'abîme culturel qui se crée en Afrique, entre les jeunes des régions rurales et ceux des zones urbaines. (*) Éliminer cet écart, en rendant les enfants conscients de leur propre héritage culturel ainsi que des cultures d'autres peuples, est une première manière d'éviter des exclusions futures. L'Année Internationale des Jeunes (1985) devrait servir à intensifier la propagation de ces échanges culturels.

VII. Les personnes handicapées dans les familles et les populations les plus pauvres.

Dans les populations en état d'extrême pauvreté, les infirmités et handicaps sont plus fréquents, ils s'accumulent dans la vie d'une même personne, d'un même groupe. Leurs effets sont plus graves, plus durables et plus durs à supporter par les personnes et par leurs familles, tandis que des groupes entiers se trouvent affaiblis du fait d'un nombre élevé de membres ainsi frappés. Ceci d'autant que les soins préventifs et thérapeutiques, les moyens de compensation des difficultés de vivre avec certaines insuffisances physiques ou mentales, les services de ré-éducation et de formation professionnelle y font largement défaut.

Être un handicapé physique ou mental dans un milieu non-pauvre est une épreuve, pour la victime comme pour ses proches. Mais c'est une épreuve que les soins, les moyens disponibles, l'amour peuvent permettre de surmonter en bonne partie. Être un handicapé en milieu de pauvreté extrême, voire d'exclusion est souvent un malheur sans nom et sans issue, acculant les victimes à la famine et à la mendicité. Dans les cultures africaines, l'attitude envers elles est, en principe, dans bien des cas celle du respect et de la fraternité. La personne handicapée peut y être particulièrement entourée par la communauté, parce qu'elle signifie un dessein de Dieu. Mais que peuvent des groupes déracinés de leurs villages pour s'agglutiner, sans espoir d'emploi, de ressources ni de sécurité du logement, pour maintenir pareille tradition? Que peuvent des paysans ravagés par la pauvreté et la cécité des rivières, pour protéger leurs aveugles ?

Le combat pour les Personnes Handicapées en milieu d'extrême pauvreté ne peut pas consister, simplement en un effort d'étendre certains services de soins médicaux, d'assainissement de l'environnement, d'envoi de prothèses et de chaises roulantes. Les programmes de réadaptation professionnelle n'ont aucun sens, dans des groupes frappés de chômage ou de sous-emploi chronique.

Il ne peut s'agir que d'un combat global contre la misère.

Cette conviction, le Séminaire l'a exprimée dans une Recommandation en bonne et due forme, dont le texte figurant dans l'annexe I a été soumis aux Directeurs Généraux de l'OMS et de l'UNICEF,

(*) cf note précédente

VIII. Un nouveau langage

Les participants se sont posés la question de savoir s'il convenait de traduire ces conclusions, résolutions et recommandations dans des textes formels modelés sur ceux qui ont cours dans les grandes instances inter-gouvernementales. Ils ont répondu par la négative. (*) Il s'agit d'essayer, progressivement, de créer un langage plus simple, que les plus pauvres pourront comprendre et qu'ils pourront, dès lors, aider à développer. Sans manquer de respect pour le langage des grandes conférences et des Administrations du système de l'ONU, il faut reconnaître qu'il n'est pas toujours accessible à tous ceux dont le destin est pourtant en jeu. Créer des ponts entre les institutions et les hommes : le Séminaire a fait un premier pas en ce sens et les participants pensent pouvoir en faire d'autres, dans l'avenir.

IX. Qui est concerné ?

Les participants, on l'a vu, ont tout d'abord pris un certain nombre de décisions par rapport à leurs propres engagements et responsabilités. Ils ont déjà payé de leur personne et le Séminaire a renforcé leur volonté de persévérer en ce sens.

Cela les autorise à s'adresser avec d'autant plus de force de conviction à leurs concitoyens, aux autorités locales et nationales en place, aux grandes instances intergouvernementales et, particulièrement, à l'Organisation de l'Unité Africaine, sans oublier les Universités et autres instances de recherche scientifique.

Tous sont conjointement responsables de l'élimination de l'exclusion et du devenir des plus pauvres. Tous sont également concernés par les conclusions et recommandations qui précèdent. Ceux qui occupent une place-clé au niveau du pouvoir politique ou de l'Administration peuvent et doivent joindre leurs forces à celles des personnes et organisations sur le terrain. Afin qu'aucune situation d'austérité ou de pauvreté relative ne puisse plus jamais tourner en situation d'exclusion, mais qu'au contraire, les plus pauvres deviennent les premiers agents du développement.

Les participants au Séminaire demandent à tous de considérer leurs conclusions comme un ensemble dont les différents articles sont intimement liés. Nul homme, nulle organisation, nulle autorité ne peuvent, à eux seuls, répondre aux espoirs des plus pauvres. Nul ne peut être exclu de l'effort de créer des sociétés fraternelles où les plus pauvres seront les premiers entendus, les premiers servis.

(*) Seule, la Recommandation concernant les Personnes Handicapées les plus pauvres a été retenue sous une forme classique.

RECOMMANDATION

EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPÉES LES PLUS PAUVRES

Les participants au Séminaire : "Extrême pauvreté et exclusion en Afrique",

CONSIDÉRANT

que, malgré des efforts variés, multiples et respectables, la condition des Handicapés de par le monde demeure nettement plus préoccupante et, souvent, désespérante, quand elle est provoquée par ou accompagnée d'une condition de misère.

que dans les pays en développement comme dans les pays développés, les Handicapés sont relativement plus nombreux au pied de l'échelle sociale, là où se trouvent refoulés les plus pauvres, qu'en d'autres milieux, tandis que les effets de leurs handicaps risquent d'y être plus graves et plus durables,

DECIDENT :

dans la mesure de leurs moyens et de leurs compétences, de se mettre en priorité, au service des plus pauvres parmi les Handicapés et de faire reconnaître leur situation désespérante à toutes les instances nationales et internationales normalement responsables de la participation de tous les Handicapés à la vie et aux espoirs de leurs concitoyens.

DEMANDENT

aux organes du système des Nations Unies, à ses Organisations spécialisées ainsi qu'aux organisations non-gouvernementales, de reconnaître que s'engager pour une fraternité effective avec les Handicapés de par le monde, signifie d'abord s'engager dans un combat contre la misère et l'exclusion des groupes sociaux ou des peuples auxquels ils appartiennent.

Cette reconnaissance impliquant nécessairement la priorité aux Handicapés les plus défavorisés, tandis que l'idéal de leur participation prôné par l'Année Internationale des Personnes Handicapées signifie qu'il faut cesser de se demander ce que la communauté internationale peut ou veut leur offrir, pour se mettre à entendre ce qu'ils demandent, eux et leur milieu d'appartenance, que la communauté leur offre.

DEMANDENT

que toutes les politiques et tous les programmes que les Organisations internationales entreprennent au profit des Personnes Handicapées, soient régulièrement et rigoureusement évaluées au point de vue de leurs effets au profit des Handicapés les plus pauvres, leurs familles et leurs milieux d'appartenance.